



Il peut paraître à première vue étrange d'évoquer la guerre du Yémen dans la *Revue africaine des livres*, alors que ce conflit s'est déroulé à la périphérie du continent, et qu'un seul des acteurs impliqués – l'Égypte – est un pays africain. C'est cependant, l'engagement militaire de ce pays qui constitue le thème central de l'ouvrage de Jesse Ferris. Par ailleurs, celui-ci tombe à point nommé, alors que les mânes de Gamal Abdel Nasser sont régulièrement convoquées pour décrire et analyser l'inflexion prise par la trajectoire révolutionnaire de l'Égypte le 3 juillet 2013, ainsi que l'évolution subséquente de sa politique étrangère. Dans le contexte d'une révolution arabe perçue comme une menace existentielle par la monarchie saoudienne, et alors que les aides américaines à l'Égypte sont remises en cause à Washington et que ce pays se tourne désormais vers la Russie pour obtenir de nouvelles armes, il peut s'avérer utile d'opérer un détour par les années 1960, qui ne présentent pas seulement de fortes similitudes avec l'époque actuelle, mais qui constituent également une période charnière de l'histoire égyptienne, dont le poids se fait encore sentir aujourd'hui tant sur la scène politique de ce pays que sur sa place dans le système régional et international. Or, la guerre du Yémen a joué un rôle décisif dans le tour dramatique pris par le destin de l'Égypte au cours de cette décennie.

C'est en tout cas la thèse défendue par Jesse Ferris, et qui structure et anime l'ensemble de son ouvrage paru en 2013. Pour lui, l'intervention militaire de l'Égypte dans la guerre civile yéménite – qui l'a entraînée dans un

La guerre du Yémen est-elle à l'origine du déclin de la puissance égyptienne ?

Clément Steuer

Nasser's Gamble : How Intervention in Yemen Caused the Six-Day War and the Decline of Egyptian Power

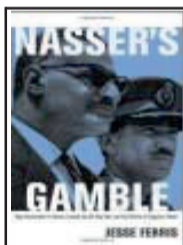
par Jesse Ferris

Princeton University Press, New Jersey, 2013, 342 pp.

ISBN: 978-0-691-15514-2, \$37.51

conflit armé long de cinq ans, souvent désigné comme « le Vietnam de Nasser » – a causé le déclin de cette puissance régionale. L'audace de ce parti-pris réside dans le fait qu'il relativise l'importance de la guerre des Six jours, et plus généralement du conflit israélo-arabe, en faisant de la « guerre froide arabe » – opposant les républiques révolutionnaires aux monarchies conservatrices – l'axe fondamental de la géopolitique du Moyen-Orient au cours de la période considérée.

À l'appui de cette thèse, l'auteur mobilise des documents en provenance de huit pays : l'Égypte et le Yémen, bien sûr, mais aussi des acteurs parties au conflit, ou l'ayant suivi avec une attention plus ou moins soutenue (États-Unis, Royaume-Uni, Russie, Israël, Canada et République Démocratique



Allemande). Les sources utilisées ici ont donc été produites en cinq langues différentes, et vont de documents récemment déclassifiés aux coupures de presse, en passant par les archives d'ambassades, les mémoires de plusieurs dirigeants égyptiens et des ouvrages d'historiens traitant de différents aspects politiques ou militaires du conflit. L'hétérogénéité de ces sources, et la nature des documents disponibles selon les pays, explique sans doute largement pourquoi les processus de prise de décision de tous les protagonistes ne sont pas décrits avec la même précision. Alors que Jesse Ferris parvient à reconstituer plus ou moins aisément les ressorts des politiques américaines, britanniques et égyptiennes – bien que de nombreuses zones d'ombres subsistent, et que l'auteur en soit parfois réduit aux suppositions – il lui est bien plus difficile de rendre compte de l'attitude des dirigeants russes ou saoudiens. Par ailleurs, très peu de développements

sont consacrés à la politique intérieure du Yémen, dont les acteurs sont presque toujours présentés comme de simples jouets des puissances belligérantes, même s'ils semblent progressivement gagner en autonomie alors que le conflit s'approche de sa résolution. Enfin Israël, dont les archives militaires sont demeurées fermées à l'auteur, apparaît quasiment comme une variable extérieure, dont les actions ne font pas l'objet de la moindre tentative d'analyse. Il faut dire que ce pays n'intervient que dans le dernier chapitre de l'ouvrage, consacré à la guerre des Six jours, dont une des conséquences immédiates est la fin de l'intervention militaire égyptienne au Yémen.

L'ouvrage – agrémenté de quelques photographies et caricatures d'époque – se découpe en sept chapitres, analysant chacun un aspect particulier du conflit. Si le plan adopté n'est pas à proprement parler chronologique, il s'ouvre cependant sur une analyse des causes de la guerre, et se clôt avec la résolution du conflit.

Le premier chapitre est consacré au mécanisme qui a conduit l'Égypte à intervenir militairement en 1962 pour défendre la nouvellement proclamée république du Yémen. Pour Jesse Ferris, cet engagement est d'abord le fruit d'un conflit interne feutré, qui opposait alors le chef des forces armées 'Abd Al-Hakîm 'Âmir aux autres membres du groupe des Officiers libres. Selon lui, Nasser n'aurait pas osé attaquer 'Âmir de front, en se lançant dans une purge et une réforme en profondeur de l'institution militaire, dont les dysfonctionnements avaient pourtant éclaté au grand jour

durant la guerre de Suez. L'intervention militaire au Yémen aurait ainsi permis à Nasser de reporter *sine die* la nécessaire réforme des forces armées, et donc la confrontation avec 'Âmir. Cependant, l'auteur évoque également des facteurs externes expliquant l'engagement dans ce conflit, notamment la rivalité régionale avec l'Arabie saoudite, mais aussi la nécessité de restaurer un prestige international entamé par la décision syrienne de quitter la République Arabe Unie en 1961.

Le deuxième chapitre revient sur l'implication des Soviétiques dans la guerre du Yémen. Dans le contexte global de la Guerre froide – nous sommes en 1962, année de la crise des missiles de Cuba – ces derniers ont tout intérêt à soutenir un régime anti-impérialiste, dont l'un des objectifs affichés est de mettre fin à la présence militaire britannique à Aden. Sous la présidence de Khrouchtchev, l'Égypte reçoit ainsi au total presque un quart du montant des aides dispensées par l'Union soviétique. Cependant, ce soutien à un prix : à mesure que le conflit s'éternise, la dépendance à l'égard de l'URSS se renforce. Surtout, le développement d'une coopération militaire avec le bloc de l'Est contribue à la rapide détérioration des relations avec les États-Unis.

Cette détérioration fait l'objet du troisième chapitre. L'auteur y décrit l'ambiguïté au cœur de l'aide américaine à l'Égypte : si elle apparaît comme un levier de l'influence de Washington, cet instrument perd de son efficacité lorsque la pression se fait trop visible, allant parfois jusqu'à retourner les dirigeants égyptiens contre leurs trop intéressés bienfaiteurs. En 1962, un accord d'une validité de trois ans est signé entre les deux pays au sujet de l'aide alimentaire, ce qui donne à l'Égypte une importante marge de manœuvre vis-à-vis des États-Unis pour toute la période 1962-1965. Du fait de la menace que l'Égypte représente alors pour l'Arabie saoudite – pilier de la politique américaine dans la région – elle parvient à obtenir d'importantes concessions de son puissant allié, qui s'empresse en particulier de reconnaître la république yéménite dès la fin de l'année 1962. En octobre 1963 cependant, Nasser dénonce publiquement les pressions américaines liées à l'aide alimentaire, et affiche sa volonté de s'en passer à l'avenir, notamment en se tournant vers l'URSS. Parallèlement, des voix s'élèvent au Congrès pour demander que des mesures de rétorsions soient prises contre le Caire, qui menace les intérêts des alliés saoudiens et britanniques dans la région, ainsi que ceux des compagnies pétrolières. En 1965, les négociations pour un renouvellement de l'aide américaine sont au point mort.

La dépendance de l'Égypte à l'égard des Soviétiques s'accroît alors mécaniquement, comme décrit dans le quatrième chapitre. En se fournissant en armes auprès de l'URSS, l'Égypte a contracté une importante dette, qui commence à peser sur les relations entre les deux pays. Les dirigeants du Kremlin comptent en effet profiter de cette dette pour obtenir ce qui constitue pour eux un objectif stratégique majeur : l'établissement de bases militaires en Méditerranée. En 1965, ils effacent la moitié de l'ardoise de l'Égypte – soit un demi-milliard de dollars – en échange de l'accès à ses ports méditerranéens. La guerre du Yémen a ainsi retourné contre ce pays sa politique d'équilibre entre les deux grandes puissances : alors qu'en 1962, ces dernières se disputaient ses faveurs, il est en 1966 en train de perdre l'aide alimentaire de Washington, tout en voyant sa souveraineté menacée par les exigences de Moscou.

Le cinquième chapitre est le seul à traiter de la conduite du conflit sur le terrain, ainsi que de ses conséquences pour la société égyptienne. Dès l'été 1963, la république yéménite commence à se disloquer, et l'intervention égyptienne à passer pour une occupation pure et simple. En 1962, le commandement militaire égyptien avait par ailleurs sérieusement sous-estimé la résistance des tribus yéménites acquises à la cause royaliste. En conséquence, le corps expéditionnaire voit ses effectifs quadrupler entre 1962 et 1965. Et ce n'est qu'à partir de cette date que la doctrine égyptienne intègre la nécessité de rallier les tribus, notamment en développant des bureaux de services à la population en milieu rural. Parallèlement, le coût humain et financier de la guerre commence à peser sur la société égyptienne, tout en favorisant le développement d'une caste de vétérans disposant de privilèges économiques. Ce conflit a ainsi pour effet d'accélérer la mainmise de l'armée sur des pans entiers de l'économie, ainsi que la fusion des intérêts des élites politiques, économiques et militaires. Certaines voix s'élèvent, y compris parmi les Officiers libres, pour critiquer cette évolution de la situation.

Le sixième chapitre retrace les tractations égypto-saoudiennes visant à trouver une issue au conflit honorable pour les deux parties. Ces négociations débutent en janvier 1964, et se déroulent sous le couvert des différents sommets des chefs d'États arabes qui se succèdent à l'époque. En mars, les relations diplomatiques sont rétablies entre les deux pays. En avril, Nasser ouvre un second front en déclarant la guerre à la Fédération d'Arabie du Sud, qui rassemble les tribus ayant fait allégeance aux occupants britanniques d'Aden. Cela lui permet de faire peser sur les

Saoudiens comme sur les Britanniques la menace d'une paix séparée avec l'un des deux adversaires. En août 1965, les accords de Djeddah sont signés entre le Caire et Riyad. Mais en février 1966, la Grande-Bretagne fait savoir qu'elle se retirera d'Aden en 1968. Nasser comprend alors qu'il doit impérativement maintenir ses troupes jusqu'à cette date, s'il veut être en mesure de remplir le vide causé par le retrait britannique. Les accords de Djeddah deviennent dès lors définitivement caducs. Cependant, leur conclusion ayant achevé de ruiner le prestige de l'Égypte auprès des républicains yéménites, ces derniers sont de plus en plus nombreux à entrer en dissidence. Cumulée avec la détérioration de ses relations avec les grandes puissances, cette situation contribue à affaiblir sa position régionale.

Le dernier chapitre est consacré à la guerre des Six jours, présentée comme une simple conséquence de la guerre du Yémen. La décision de remilitariser le Sinaï pour se porter au secours de la Syrie menacée par Israël est en effet analysée comme une tentative de l'Égypte de trouver une échappatoire lui permettant de justifier le retrait des troupes stationnées au Yémen, et de contraindre Washington à prolonger son aide alimentaire, lui évitant ainsi un périlleux face-à-face avec son allié soviétique. Mais ce pari risqué entraîne le déclenchement de la guerre des Six jours, qui prend rapidement le tour d'une catastrophe militaire pour l'Égypte.

Cependant, affirme l'auteur, le véritable vainqueur de ce conflit n'est pas Israël, mais l'Arabie saoudite. En août 1967 en effet, lors du sommet de Khartoum, Nasser n'a d'autre choix que de céder aux exigences de son rival : il accepte de retirer ses troupes du Yémen en trois mois, en échange d'une aide financière des pays du Golfe destinée à couvrir les pertes engendrées par la fermeture du canal de Suez. Suite à la spectaculaire défaite de son armée, l'Égypte se voit par ailleurs contrainte d'accepter l'arrivée de 20 000 soldats soviétiques sur son sol, afin d'assurer sa propre défense. À partir de cette date, et jusqu'à la signature des accords de Camp David, toute la politique étrangère égyptienne est tournée vers un rétablissement des relations avec Washington, qui lui permettrait de se passer de l'encombrant soutien de l'URSS. Si cet objectif est atteint en 1978, l'Égypte n'est par contre jamais parvenue à restaurer l'influence régionale qui était la sienne avant son implication dans la guerre civile yéménite.

La thèse de l'auteur, pour originale qu'elle soit, le conduit à minimiser l'importance d'Israël dans le système

régional, ainsi que le rôle des conflits auxquels ce pays a pris part, à commencer par la guerre de Suez. En effet, si cette dernière a constitué une première démonstration de la puissance américaine au Moyen-Orient, elle a également fait prendre conscience aux États-Unis qu'ils risquaient de s'aliéner leurs plus proches alliés dans le camp occidental, à commencer par la Grande-Bretagne. Et c'est pour conjurer cette menace d'isolement que les Américains ont eu tendance, au cours de la décennie suivante, à s'aligner sur les positions de la Couronne dès lors que les intérêts britanniques à l'est de Suez étaient en jeu¹. Par ailleurs, l'absence de la France du tableau dressé par l'auteur est pour le moins surprenante : si ce pays n'a joué aucun rôle notable dans la guerre du Yémen, le retournement spectaculaire de sa politique moyen-orientale entre 1956 et 1967 aurait mérité au moins une tentative d'explication. On ne parvient pas ici à se défaire du sentiment que l'auteur a préféré laisser de côté les éléments qui ne venaient pas immédiatement à l'appui de sa thèse. Malgré cette tendance à forcer le trait pour les besoins de la démonstration, il convient de saluer l'effort entrepris pour situer les décisions des acteurs dans le jeu de contraintes et d'opportunités que constitue le système régional et international.

La plupart des autres limites de cet ouvrage découlent directement de celles de la discipline dans laquelle il s'inscrit. La géopolitique place en effet la focale sur les relations inter-étatiques, et rejette à la périphérie de ses préoccupations l'évolution des sociétés. Le sociologue et le politiste resteront ainsi quelque peu sur leur faim à la lecture du cinquième chapitre, le seul à évoquer les sociétés égyptienne et yéménite. Le lecteur désireux d'en apprendre davantage sur le processus d'expansion des États du Moyen-Orient au cours de cette période se reportera ainsi par exemple à l'ouvrage classique de Roger Owen (réédité en 2004), *State, Power and Politics*.² Enfin, la conclusion du livre est un peu abrupte, et l'auteur y assimile sans nuance deux classes de phénomènes pourtant en grande partie dissemblables : la ré-affirmation de signes extérieurs de religiosité dans l'espace public comme dans la sphère privée d'une part, et la montée en puissance de l'islam politique d'autre part, interprétées comme des conséquences du déclin du nationalisme arabe consécutif à la défaite de 1967. Pour une restitution de ces deux phénomènes dans toute leur complexité, outre les travaux classiques sur l'islamisme,³ nous ne saurions que conseiller au lecteur de se référer à *L'islam de marché* de Patrick Haenni, ou encore à l'ouvrage collectif dirigé par Bernard Rougier et consacré au salafisme.⁴

Notes

1. Tore T. Petersen, 2008, 'Post-Suez Consequences: Anglo-American Relations in the Middle East from Eisenhower to Nixon', in Simon C. Smith (ed.), *Reassessing Suez 1956. New Perspectives on the Crisis and its Aftermath*, Farnham (UK): Ashgate, pp. 215-226.
2. Roger Owen, 1992, *State, Power and Politics in the Making of the Modern Middle East*, London: Routledge, (3rd edition, 2004).
3. Gilles Kepel, 2000, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris: Gallimard; François Burgat, 2002, *L'islamisme en face*, Paris: La Découverte; Olivier Roy, 2004, *L'islam mondialisé*, Paris: Seuil.
4. Patrick Haenni, 2005, *L'islam de marché : l'autre révolution conservatrice*, Paris: Seuil; Bernard Rougier (dir.), 2008, *Qu'est-ce que le salafisme?* Paris: PUF.